Les États-Unis deviennent un centre industriel aux salaires de misère

25/10/2011 à 9h00

La Rédaction de Fortune précise, à toutes fins utiles, que la reproduction des articles qu'elle met en ligne ne veut pas dire qu'elle adhère à 100 % à leur contenu et ce, quelle que soit leur provenance, pas plus qu'elle ne prend fait et cause pour leurs auteurs et leurs éventuelles idéologies.

Ce mois-ci déjà, le World Socialist Web Site avait publié un reportage sur les ouvriers de l'usine Volkswagen de Chattanooga dans le Tennessee qui sont maintenant embauchés à 12 dollars de l'heure (9 euros). BMW a également ouvert une nouvelle chaîne de montage à Spartanburg, en Caroline du Sud, qui emploie principalement des intérimaires à 15 dollars (11,25 euros) de l'heure. Ces salaires, parmi les plus bas de l'industrie automobile dans l'ensemble des pays développés, sont la conséquence de l'attaque incessante contre le niveau de vie des ouvriers américains menée au cours des trente dernières années. Cela a atteint de nouveaux sommets depuis l'éclatement de la crise financière en 2008.

Avec le soutien plein et entier du gouvernement Obama, les entreprises américaines et étrangères se servent des niveaux de chômage et de pauvreté qu'on n'avait plus vus depuis la Grande dépression pour transformer les États-Unis en une plateforme de travail à bas coût en compétition directe avec le Mexique, la Chine et les autres pays à bas salaires.

Le Tennessee, comme près de la moitié de tous les Etats

américains, a un taux de chômage qui oscille autour de 10 pour cent, et son taux réel est probablement le double. Lorsque Volkswagen a commencé à recueillir des candidatures pour les 1700 emplois de son usine à Chattanooga, ils ont reçu plus de 65 000 réponses durant les trois premières semaines. Ayant réduit les coûts du travail d'au moins un tiers dans son usine américaine, VW est en mesure de proposer des voitures 7000 dollars moins chères (5250 euros) que le même modèle en provenance d'Allemagne.

Avec la chute du dollar, l'écart des salaires entre les ouvriers américains et leurs homologues brutalement exploités au Mexique et en Asie se rétrécit de plus en plus. Interrogé par un éditorialiste du *New York Times* sur les raisons qui ont poussé Siemens à construire une nouvelle usine à Charlotte, en Caroline du Nord, plutôt qu'en Chine, un porte-parole a déclaré que pour des emplois très qualifiés, la différence de coût n'était pas très importante. "*Pour ce genre de production, les États-Unis peuvent rivaliser avec la Chine*" a-t-il dit.

La baisse des salaires est une composante clef de l'objectif du gouvernement Obama de doubler les exportations américaines pour 2015. S'il ne fait rien pour réduire la crise de l'emploi, en revanche le gouvernement a été le fer de lance des baisses de salaire pendant les faillites forcées et les restructurations qui ont suivi chez General Motors et Chrysler en 2009.

En se servant de la menace d'une liquidation, la Maison blanche a demandé l'extension à toute l'industrie des salaires à la limite du seuil de pauvreté, dénié aux travailleurs leur droit de grève et exigé des coûts du travail qui soient au même niveau que ceux qui sont pratiqués par les constructeurs asiatiques et européens dans les usines non-syndiquées du Sud des États-Unis. Cela a entraîné des profits records pour les constructeurs aux États-Unis, qui n'ont accordé aucune augmentation en retour, alors que les dirigeants engrangeaient

des dizaines de millions de dollars de bonus.

Loin de défendre les intérêts des travailleurs, l'*United Auto Workers* (UAW – syndicat de l'automobile) a facilité l'abaissement systématique des salaires. L'accord récent signé par l'UAW n'augmentera le coût du travail pour GM que d'1 pour cent par an, le taux le plus faible de ces quarante dernières années. Il comprends des plans pour augmenter largement le nombre de travailleurs de "*deuxième catégorie*" (nouveaux employés, ou parfois employés récents dont le contrat a été cassé pour être renégocié, ndt) à 15 dollars de l'heure, ce qui les met au même niveau que les travailleurs de VW à Chattanooga.

Des décennies durant, l'UAW a les autres syndicats se sont époumonés contre les travailleurs des pays à bas salaires qui "*prennent les emplois des Américains*". Maintenant, Bob King (président de l'UAW, ndt) se vante que GM a retransféré des productions des usines mexicaines vers des usines syndiquées dans le Michigan et d'autres Etats .

Le nouveau standard de bas salaires établis par l'UAW a lancé une compétition à la baisse des salaires dans l'industrie automobile sur toute la surface du globe. Les travailleurs européens se voient maintenant dire qu'ils doivent accepter des concessions salariales comparables et une "*flexibilité*" du travail, sinon leur usine sera fermée. Comme le WSWS l'a noté plus tôt ce mois-ci, au moment où BMW annonçait qu'il transférait la production de son BMWX3 à Spartanburg, en Caroline du sud, il annonçait également 5000 licenciements en Allemagne.

Le déclin sévère du niveau de vie des travailleurs de l'automobile est particulièrement frappant parce qu'ils étaient traditionnellement les mieux payés des travailleurs industriels aux États-Unis, gagnant de prétendus *"salaires de classes moyennes".*

Mais l'expérience des salaires en baisse et des conditions de travail qui se dégradent est commune à toutes les sections de la classe ouvrière dans ce qui est devenu la "*nouvelle réalité*" américaine.

Depuis le début de la crise économique, les salaires sont en chute libre, et il n'y a rien qui laisse présager d'une reprise du marché de l'emploi. D'après un sondage publié au début du mois, le revenu réel médian des ménages a chuté de 2,3 pour cent l'année dernière (à 1154 dollars – 864 euros) et se retrouve à 7,1 pour cent sous le revenu médian d'il y a dix ans. Les jeunes travailleurs sont particulièrement frappés, avec plus d'un tiers de tous les ménages dont les parents ont moins de 30 ans vivants sous le seuil de pauvreté en 2010.

L'explosion de la pauvreté au cours des trois dernières années – avec les expulsions de domicile, la vie dans la rue, la faim et le nombre croissant de gens n'ayant pas de sécurité sociale – se produit juste à côté de l'accumulation de niveaux de richesses fantastiques par l'aristocratie financière qui contrôle l'économie et le système politique.

On ne peut faire cesser ces conditions intolérables que par la résistance collective de la classe ouvrière. De nouvelles organisations de combat, indépendantes de l'UAW et d'autres organisations anti-ouvrières, doivent être construites pour relancer une lutte ouvrière et politique de toutes les sections de la classe ouvrière – syndiqués ou non, dans l'industrie ou les services, dans les compagnies américaines ou étrangères. Dans chaque usine, bureau et magasin, les travailleurs doivent établir des comités pour préparer et organiser une résistance collective aux réductions de salaires et aux licenciements.

Une telle lutte demande une perspective politique complètement nouvelle. Le chauvinisme et la course au nivelage par le bas promus par les syndicats et les grands partis capitalistes doivent être rejetés pour que les travailleurs américains

puissent consciemment unir leur lutte à celle des travailleurs d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine.

Il est nécessaire de comprendre que cela n'est pas qu'une bataille contre tel ou tel employeur mais contre l'ensemble du système capitaliste, qui appauvrit la majorité de la population mondiale afin d'enrichir les quelques riches. Dans chaque pays, les partis politiques et les syndicats défendent le système d'exploitation et sont complices du pillage de la société par l'aristocratie financière et patronale.

Aux États-Unis, le gouvernement Obama a démontré que le parti Démocrate, comme le parti Républicain, est un outil de Wall Street et des grandes entreprises, déterminé à réduire le niveau de vie et à supprimer des programmes sociaux d'une importance vitale.

La classe ouvrière doit construire un parti politique de masse pour lutter et prendre le pouvoir. La dictature économique des banques et des grandes entreprises doit être brisée et la vie économique réorganisée pour répondre aux besoins des masses de travailleurs qui ont créé ces richesses.

Le Parti de l'égalité socialiste appelle à la transformation des activités financières et industrielles majeures, dont l'industrie automobiles, en des services publics. Le capitalisme doit être remplacé par un système planifié et rationnel ayant pour objectif les besoins sociaux, et non les profits des milliardaires. Ce n'est qu'alors que le droit à un emploi et un salaire décents pourra être garanti à tous.

World Socialist Web Site